

*Canada Defence Monthly*, où il était dit qu'un navire ennemi pourrait pénétrer dans la baie James et mouiller à l'Île Charlton, où il n'aurait que 600 milles environ à parcourir pour aller bombarder Québec, Montréal, Toronto et d'autres centres industriels. Dans le cas de la ville d'Ottawa la distance serait encore moindre. Niagara Falls et ses importantes usines hydroélectriques seraient également exposées aux attaques, de même que Sudbury, qui se trouve encore plus près de la baie James, et où est établie l'usine de l'International Nickel Company, qui produit 90 p. 100 de la consommation mondiale de nickel; seraient également menacées la région de l'Abitibi, les régions aurifères du Québec—Noranda, par exemple—et, dans l'Ontario, Timmins et Kirkland Lake; les canaux du Sault-Sainte-Marie; Fort-William et Port-Arthur, nos deux grands centres d'expédition du grain, de même que la région qui s'étend vers l'ouest jusqu'à Winnipeg. Tous ces endroits, ainsi que je l'ai vérifié moi-même, ne pouvant tout d'abord ajouter foi aux déclarations du lieutenant Carter—tous ces centres importants de notre grand pays, seraient exposés aux attaques d'avions ayant comme base un navire ennemi ancré dans la baie James, à 600 milles seulement de ces centres, et je ne connais aucun moyen d'empêcher un tel navire de se rendre jusqu'à la baie James en été par le détroit d'Hudson.

Il faut en outre se rappeler que le Canada constitue le plus riche butin qui soit. Je ne crois pas que personne puisse contester la chose, étant donné la vaste superficie de notre pays, ses immenses ressources, et sa population si peu nombreuse relativement à sa superficie. Nous n'avons en effet que onze millions d'habitants alors que nous pourrions en nourrir dix fois plus, à en juger d'après l'Europe qui, malgré sa superficie deux fois moins considérable, abstraction faite de la Russie, n'en a pas moins trois cent millions d'habitants. Je le répète, nous n'avons aucun moyen de protéger efficacement notre vaste pays contre les convoitises des dictateurs dont les pays sont surpeuplés.

Ainsi, nous sommes exposés non seulement à des attaques purement militaires, mais, ainsi que l'a fait remarquer le premier ministre, nous sommes vulnérables du côté de l'air par suite des progrès réalisés dans la science aéronautique, progrès qu'ont démontré les envolées effectuées ces jours derniers par plusieurs membres du Parlement entre Ottawa et Vancouver. Il y a plus, monsieur l'Orateur, nos libertés mêmes sont en péril et c'est pourquoi je dis que le plus ardent protagoniste de la paix se voit aujourd'hui forcé de prendre une autre attitude à l'égard de la

situation mondiale. Le souci de notre propre préservation doit nécessairement l'amener à envisager les choses autrement.

Ceci étant dit, je veux maintenant traiter brièvement des deux crises dont le premier ministre a parlé, celle de septembre et celle de ces dernières semaines. Le premier ministre a expliqué plus complètement que je n'essaierai de le faire la crise de septembre. Il y eut d'abord les demandes formulées par les Allemands des Sudètes visant à obtenir une plus grande autonomie, demandes suivies d'une pression exercée par l'Allemagne en faveur des Allemands des Sudètes; il y avait aussi le danger de voir la France partir en guerre si l'Allemagne attaquait la Tchécoslovaquie, et celui de voir l'Angleterre prendre part à cette guerre à titre d'alliée de la France. Cependant, d'après ce que j'en sais, si la France était plus ou moins obligée de voler au secours de la Tchécoslovaquie, l'Angleterre n'y était contrainte que par son alliance avec la France. Ce furent des jours mouvementés. Il y eut ensuite la visite de M. Chamberlain à Berchtesgaden le 15 septembre, dont le premier ministre a parlé, sa deuxième visite à Godesberg le 22 septembre, puis le règlement final du 29 septembre à Munich, règlement qui répugnait à tous les amis de la liberté, mais qui a sans aucun doute évité une guerre à cette époque. On se conformait ainsi aux principes du pacte Briand-Kellogg qui veulent qu'on règle les difficultés internationales par des moyens pacifiques au lieu de recourir à la guerre, et je suis convaincu que la grande majorité des gens, non seulement en Grande-Bretagne mais dans tous les dominions britanniques, ont approuvé l'attitude prise par M. Chamberlain à cette époque.

J'ai été très impressionné par une déclaration du comte Baldwin of Bewdley où il disait que, même si la paix établie par le règlement de Munich n'avait qu'une chance sur vingt d'être maintenue, il l'approuverait. Telle était, je crois, le sentiment de la majorité. Les horreurs de la guerre, le danger d'une conflagration mondiale, d'une catastrophe qui eût été pire encore que celle qui a affligé l'univers de 1914 à 1918, toutes ces considérations ont fait que le monde entier, du moins dans une certaine mesure, s'est montré satisfait de ce qu'avaient accompli M. Chamberlain, M. Daladier et même Mussolini—rendons-lui cette justice—pour assurer la paix à cette époque, même aux dépens de la pauvre Tchécoslovaquie.

Toutefois, l'attaque faite contre la Tchécoslovaquie au milieu de mars, le rapt de la Tchécoslovaquie, selon l'expression employée par plusieurs, a été tellement illégale, tellement brutale et tellement barbare que tous les gens